

Démocratie

L'UNION NATIONALE : MYTHE TENACE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

David Medioni

14/05/2020

« L'union nationale ». Cette formule revient comme une arlésienne lors de chaque crise que traverse notre pays. L'intérêt supérieur exigerait que tout le monde se réunisse et se mette autour de la table pour le bien commun. D'où nous vient ce mythe ? Quelles sont les conditions pour que la "grande coalition" réussisse ? Le journaliste David Medioni livre son point de vue.

« C'est une tentation fréquente dans l'esprit des Français d'associer les contraires pour n'avoir pas à choisir »

Pierre Mendès France dans une lettre adressée en 1964 à Jean Daniel

70% des Français sont favorables à un gouvernement d'union nationale pour sortir de la crise du coronavirus. C'est le chiffre sans appel d'un sondage de l'Ifop publié le 27 avril 2020. Le 14 avril dernier, déjà, *Le Parisien* imaginait la liste des ministrables qui pourraient entrer au gouvernement si, d'aventure, le président de la République, Emmanuel Macron décidait de suivre l'écrasante majorité des Français réclamant cette union nationale. Tout le spectre des partis de gouvernements est représenté.

« L'union nationale », voilà donc l'expression magique qui, à chaque crise grave, revient comme une arlésienne. C'est, chaque fois, la même musique. L'intérêt supérieur du pays exige que tout le monde se retrouve les manches et aille dans la même direction. Aussi, le pouvoir en place lance l'idée : « Il faut une union nationale. » La mécanique en marche, le pouvoir reçoit toujours les représentants des partis à l'Élysée. Et le spectacle de ce mythe tenace de la politique hexagonale est enclenché.

Le discours est séduisant. Il est mobilisateur. Tous ensemble tournés vers le même but, peu importe les différences. Évidemment, on signe des deux mains. Qui pourrait bien être contre l'intérêt supérieur du pays ?

Cette antienne nous vient de loin. Déjà, Jules Michelet, historien de la III^e République, assimilait la « patrie vivante » à une personne qu'il ne fallait pas diviser. Elle revient aussi en 1914 quand, suite à

la déclaration de guerre allemande, le président Raymond Poincaré invente le terme même d'« union sacrée » dans son message aux assemblées le 4 août 1914 : « Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique. » Durant la Première Guerre mondiale, cette « union sacrée » dure officiellement trois ans, jusqu'en 1917. Les socialistes sont étroitement associés à l'effort de guerre, Jules Guesde est ministre et Léon Blum directeur de cabinet de Marcel Sembat... Tout le monde fait face à un ennemi commun bien identifié. Cette formule « d'union sacrée » se tient.

Les conditions de l'union nationale

La foi patriotique et la patrie menacée, c'est ce qui pousse Gaston Doumergue, président du Conseil à de multiples reprises, à sortir de sa retraite en 1934 à la suite des événements sanglants et de la tentative de renversement de la République par l'extrême droite le 6 février 1934 à Paris. Rappelé par le président Albert Lebrun, Gaston Doumergue forme un gouvernement d'union nationale transpartisan pour, dit-il, mettre fin « à la menace de guerre civile ». Dans son premier discours à la nation, il donne à « l'union nationale » un sens très large. Florilège : « Les Français qui combattent aujourd'hui pour autre chose que l'union nationale trahissent à la fois leurs intérêts personnels et les intérêts de leur pays. La division dans la nation est le suicide de la nation : nul ne voudra participer à ce crime. J'ai confiance en vous mes braves amis, car vous êtes ma force et ma raison d'être au pouvoir », « Sans cette union, à l'heure qu'il est, je ne saurais rien entreprendre, ni réussir en rien ». La conclusion du discours est encore plus claire : « Il faut aujourd'hui l'union des cœurs et des volontés. Il faut l'oubli de tout esprit de parti, jusqu'à ce que l'effort que j'ai demandé ait réussi. Cet effort durera d'autant moins longtemps que l'union aura été plus sincère et plus agissante. » Sans union, pas d'action possible, pas de sauvetage des institutions républicaines, pas de salut, en somme, avertit Gaston Doumergue. Formé en février 1934, son gouvernement chutera en novembre de la même année.

Quoi qu'il en soit, après Raymond Poincaré en 1914, c'est Gaston Doumergue qui en 1934, suite à des moments tragiques, installe dans notre imaginaire collectif l'idée selon laquelle l'union nationale est l'outil le plus efficace pour résoudre les grandes crises. Pas étonnant que, quelques années plus tard, alors que la France vit son « étrange défaite » de 1940, les pétainistes, puis le régime de Vichy usent et abusent de cette notion à la définition élastique pour installer le maréchal Pétain au pouvoir et le présenter ainsi comme le « sauveur ».

Cet épisode aurait pu nous vacciner contre la magie de la formule d'« union nationale ». Toutefois, la période de la Seconde Guerre mondiale va aussi contribuer à forger la puissance de ce concept dans notre vie politique. En effet, alors que la France est occupée et résiste comme elle peut à l'occupant nazi, l'unification des mouvements de résistance et la création du Conseil national de la résistance (CNR) qui se donne pour mission de penser le monde de l'après-guerre est une réussite totale. Cette instance, comme le Comité français de libération nationale, puis, à la Libération, le gouvernement provisoire de la République française rassemble des communistes, des socialistes, des radicaux, des personnalités centristes et de droite. Ce ne fut pas un mythe. Ce rassemblement a permis de constituer puis de maintenir unie la Résistance française. Le programme élaboré alors par le CNR, et qui sera en grande partie une source d'inspiration de la IV^e République, est toujours régulièrement cité et vanté par de nombreux responsables politiques, de tous les côtés de l'échiquier politique.

Comme en 1914, l'union nationale tient. Parce qu'elle est limitée dans le temps (celui qu'il faut pour gagner la guerre) et qu'elle fait face à un ennemi bien identifié (l'occupant nazi). Une fois la guerre terminée, elle se fracassera vite. Dès avril 1945, Pierre Mendès France démissionne de son poste de commissaire aux Finances car il n'est pas suivi par de Gaulle sur la politique à mener. En effet, "PMF" préconise la rigueur pour éviter l'inflation et donner la priorité aux investissements, mais de Gaulle ne le souhaite pas.

Toutefois, le général de Gaulle restera l'un des forgerons les plus zélés de ce mythe de l'union nationale. Le 5 octobre 1947, sur la pelouse de l'hippodrome de Vincennes, il est alors sans aucune fonction autre que celle de président du Rassemblement pour la France (RPF) et sillonne la France pour ferrailer et dire à quel point il désapprouve les institutions issues de la Constitution de la IV^e République adoptée en 1946 et dont il fut le plus grand contempteur. À ce moment précis, alors que l'union nationale prévalait peu ou prou depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les ministres communistes ont été exclus du gouvernement Ramadier en mai 1947, et de Gaulle continue – lui – de défendre une « certaine idée de la France ». Et, dans cette idée, l'union est centrale. Le 5 octobre, à Vincennes donc, le général déclare : « Depuis l'aurore de notre histoire, nos malheurs furent toujours en proportion de nos divisions, mais jamais la fortune n'a trahi une France rassemblée. »

Si la version de Gaston Doumergue était déjà large, la version gaullienne de l'expression « union nationale » l'est encore plus. Pis, elle embrasse toute l'histoire de France. Elle sous-entend que la division va contre le sens même de l'histoire du pays. C'est d'ailleurs cette version de l'union nationale mâtinée de geste gaullien qui préside aujourd'hui à l'arlésienne permanente autour de cette idée magique qui ferait qu'un, le pays ne pourrait pas connaître de crise, et surtout qu'il

surmonterait toutes les crises possibles. En posant cette pierre angulaire à toute action politique française, de Gaulle s'inscrit, de fait, dans la continuité de l'histoire récente (1914 et 1934) mais, plus largement, dans une forme de mythe français tenace qui, déjà sous la monarchie, glorifiait l'union du pays, avant d'être convoqué lors de la fête de la Fédération en 1790, rêvant ainsi l'union de la monarchie et de la république, puis vint la notion de « patrie en danger » sous la Révolution, le bonapartisme et l'union sacrée. Dans son discours de 1947, en grand connaisseur de l'histoire de France, de Gaulle relie toutes les acceptions d'une même idée autour de l'union, mais aussi, il est vrai, de sa personne.

Au fond, ce qui ressort de ce premier examen, historique, c'est que l'union nationale requiert trois conditions : qu'il existe un ennemi bien identifié, qu'elle s'inscrive dans un horizon temporel bien défini et qu'elle s'articule autour d'un programme précis exposé devant les Français. Trois éléments structurants complexes à réunir. Et pourtant, la référence à l'union nationale demeure régulière dans notre vie politique.

De l'union nationale à l'ouverture et à la triangulation, il n'y a qu'un pas

L'idée revient à intervalles réguliers. En 1988, François Mitterrand, alors président en cohabitation avec Jacques Chirac, mène une campagne éclair sur le thème de la France unie. Dans sa lettre aux Français, il affirme sa « passion d'une France unie ». Et « [s]inquiète parfois des montées de l'intolérance. Nous avons besoin de nous rassembler, mes chers compatriotes. Pour cela, je vous propose une politique pour la France ». Cela avant de se présenter en président responsable, arbitre et garant des institutions et de la continuité de l'État. Sur ce thème, il remportera haut la main l'élection de 1988 avant de dissoudre l'Assemblée nationale et d'obtenir une majorité relative. Qu'à cela ne tienne. Le gouvernement formé par Michel Rocard sera un gouvernement d'ouverture.

Ouverture, c'est le nom que l'on donne d'ailleurs à l'idée d'union nationale quand il n'y a pas de crise, mais que le pouvoir y est contraint du fait d'une majorité relative, comme en 1988, ou qu'il le souhaite par stratégie politique, avec la volonté de chasser sur les terres de l'adversaire. Ce fut le cas, notamment, du gouvernement de Nicolas Sarkozy en 2007 avec de nombreux ministres d'ouverture : Éric Besson, Jean-Marie Bockel, Bernard Kouchner, tous issus des rangs du Parti socialiste. Une ouverture présentée alors comme l'union des bonnes volontés dans le but de rassembler le pays le plus largement possible. Une ouverture qui fera sourire, et qui fera aussi rire jaune Patrick Devedjian, qui déclarera dans une phrase restée célèbre : « Je suis pour aller très loin dans l'ouverture, y compris jusqu'aux sarkozystes, c'est dire ! »

La réunion des ambitions, mauvaise stratégie

Cette ouverture est donc la version *light* de notre mythe de l'union nationale. Une version pour temps calme. Une version pour, en 2007, faire un clin d'œil aux électeurs de François Bayrou qui, avec 17% au premier tour de l'élection présidentielle, a séduit avec son idée de gouvernement des « meilleurs de gauche et des meilleurs de droite » sans pour autant l'emporter. En quelque sorte, le « et de droite et de gauche » qui a été défendu, théorisé, mis en avant et appliqué par l'actuel président de la République lors de sa campagne victorieuse en 2017 est la version de campagne de ce mythe tenace de l'union.

Toutefois, cette notion « unanimiste », pour reprendre les mots de l'historien Olivier Dard, est complexe à articuler avec la logique d'une démocratie libérale. Visant à faire taire les différences plutôt qu'à leur permettre de trouver un terrain d'entente, elle conduit souvent à l'impasse ou, en tout cas, à une action politique très limitée dans le temps. Pierre Mendès France en 1954 put, par exemple, en bénéficier parce qu'il s'agissait de sortir la France du borbier de l'Indochine, mais, une fois la besogne accomplie, les différences partidaires reprurent bien vite le dessus et, neuf mois plus tard, Pierre Mendès France dut démissionner. Le gouvernement d'ouverture de Michel Rocard en 1988, soutenu par une majorité relative, a tenu plus longtemps, mais de nombreuses mesures furent adoptées grâce à l'arme de l'article 49-3. Loin de l'ouverture et de la France unie.

Voilà qui rappelle la mise en garde posée par Pierre Mendès France qui considérait, dans un entretien avec Jacques Chancel, qu'avant de rassembler des hommes il fallait d'abord se mettre d'accord sur des principes de gouvernement et sur un programme, en toute transparence, et sous le contrôle des Français. En clair : cela ne sert à rien d'appeler untel ou untel si c'est pour réunir des ambitions plutôt que des idées.

Enfin, cette botte magique de « l'union nationale » rêvée et caressée par tous les présidents de la République peut s'avérer dangereuse pour celui qui s'y réfère et qui la cultive. Surtout s'il l'utilise pour tenter d'aller chasser sur les terres de l'adversaire et trianguler. Récemment, après les attentats du 13 novembre 2015, au nom de l'union nationale, François Hollande propose au Congrès réuni à Versailles de nombreuses mesures, dont la déchéance de nationalité. Mesure empruntée à la droite mais annoncée au Congrès, dit alors le président, parce qu'elle pourra rassembler le pays et permettre ainsi l'union nationale. Il rêve d'une triangulation, d'un coup de maître politique qui lui permettra ainsi d'apparaître en « père » d'une nation unie qui fait face. La ficelle est un peu grosse. Sa majorité politique déjà fragile s'effiloche et la droite ne veut pas lui apporter le soutien nécessaire à la mise en place de cette réforme. L'union nationale ne fut qu'un mot. Qu'un rêve. La référence à notre mythe national devait permettre à François Hollande de rassembler et de réaliser

l'union nationale, elle fut l'une des grosses pierres d'achoppement de son quinquennat. Lui-même, le 1^{er} décembre 2016, alors qu'il annonce qu'il ne briguera pas de second mandat, affirme regretter cette proposition. « J'ai pensé qu'elle pouvait nous unir, alors qu'elle nous a divisés. »

Ce qu'enseigne cet épisode est intéressant. L'idée même « d'union nationale », si elle nous plaît sur le papier, comme en témoigne encore le récent sondage Ifop cité plus haut, est très complexe à mettre en musique. Elle ne résiste jamais très longtemps aux chicaneries politiques et aux aléas de l'actualité. Évidemment, l'idée rassure. C'est plus confortable de se dire que tous ensemble les choses marcheront mieux, que nous serons plus efficaces et que le pays en sortira apaisé et grandi. Reste qu'il convient de ne pas se contenter de symbole et qu'il faut assortir l'idée à des actes concrets. C'est toujours sur ce point que les difficultés se font jour. Les différences resurgissent toujours, chacun tentant alors de défendre ses idées sans chercher de terrain de concorde puisque le moment de crise ou d'euphorie d'une victoire électorale est passé.

Reste une interrogation. Et si la ténacité de ce mythe de suspension momentanée du débat démocratique ne nous enseignait pas beaucoup de choses sur l'intensité démocratique de notre pays ? Pourquoi cherchons-nous toujours à nous ranger derrière un homme ou un mythe politique plutôt que de chercher des consensus d'idées après avoir débattu ?

Dans son livre *La République moderne*, Pierre Mendès France, opposant historique à la conception gaullienne du pouvoir, écrivait : « Les institutions politiques et économiques d'un pays ne peuvent constituer à elles seules la démocratie : elles n'en sont que le cadre. En vérité, il n'y a pas de démocratie sans démocrates. Le propre de la démocratie est d'être volontaire et la démocratie est d'abord un état d'esprit. De quoi est fait cet état d'esprit ? Avant tout, d'un intérêt profond pour le destin de la communauté à laquelle on appartient (compréhension, décision, action), du sentiment qu'une vie humaine sera toujours amputée si elle reste bornée à un horizon individuel, de la conviction, aussi, que ce monde n'est pas le meilleur possible, que plus de raison et de justice doivent y régner et qu'il faut lutter pour les faire triompher. C'est avant tout le débat, la confrontation des idées et la capacité à s'adresser à nos concitoyens. »

Peut-être est-il temps de changer d'état d'esprit.